

Madame la Présidente, Monsieur le Directeur, Madame la Secrétaire Générale, Mesdames et Messieurs de l'administration,

Récemment, le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a tenu un discours triomphaliste sur le développement d'une nouvelle super-production d'armements. En visite dans une usine de fabrication d'obus, il s'est félicité de l'augmentation des capacités de production de cette entreprise, soulignant ainsi l'accélération de l'effort militaro-industriel.

Cette euphorie irresponsable est orchestrée par un appareil politico-médiatique qui tire profit de la guerre, au mépris des véritables besoins de la population.

Pendant ce temps, nos aînés, nos enfants et nous-mêmes sommes confrontés à une crise sociale et économique alarmante. Les services publics sont laissés à l'abandon, les emplois détruits par la délocalisation des entreprises, et le manque criant de personnel dans les hôpitaux conduit à des scènes insupportables : patients abandonnés sur des brancards dans les couloirs des urgences, délais d'attente interminables, prise en charge déshumanisée, tandis que les ministres du gouvernement multiplient les discours belliqueux. La réalité du terrain révèle une tout autre urgence : celle d'un service public en souffrance et d'une population sacrifiée sur l'autel des profits.

Ces mêmes dirigeants bellicistes, confortablement installés dans leurs costumes trois-pièces, prônent la violence sur la scène nationale et internationale. Mais sont-ils prêts, eux, à enfiler l'uniforme, à chausser des rangers et à se battre sur le front ? La guerre n'est pas un jeu et ne saurait être une solution. Les leçons de courage ne se donnent pas depuis les plateaux télévisés.

Derrière ce discours guerrier, nous voyons clair dans les manigances à l'œuvre. Sous couvert de défense européenne, c'est en réalité une volonté cynique de spolier les richesses du peuple ukrainien et d'enrichir les amis du grand capital Macroniste qui se dessine. Ces aventures hasardeuses ne profiteront qu'à une poignée d'indécents profiteurs, et cela est inacceptable.

Face à cette logique de militarisation et d'escalade des armements, nous affirmons notre opposition. Nous refusons un monde où la course aux armes et à la guerre, prime sur le dialogue, l'éducation et la solidarité entre les peuples. La véritable force ne réside pas dans la domination militaire, mais dans la capacité à construire une société juste, où l'accès à la santé et à l'éducation est garanti pour toutes et tous.

Il est impératif de prendre conscience de cette réalité : les ressources publiques doivent être consacrées à la paix, à l'éducation et à la santé, et non dilapidées dans des dépenses militaires insensées.

Par ailleurs, si l'Union européenne et sa Commission peuvent suspendre la règle des 3 % de déficit du traité de Lisbonne pour financer les budgets militaires, elles doivent faire preuve de la même flexibilité pour sauver nos services publics, et garantir un système de santé digne.

Il est temps de mettre un terme à cette logique guerrière qui ne fait qu'accroître les inégalités, diviser nos sociétés et fragiliser notre tissu social.

Ensemble, restons mobilisés pour défendre nos valeurs pacifistes et exiger un avenir où l'humain prime sur la guerre et la course aux armements.

Il est urgent de défendre notre bien-être social face à la brutalité d'un ordre mondial dominé par l'hégémonie occidentale. 800 milliards d'euros seraient engloutis dans l'industrie militaire, pendant que la classe ouvrière subit des coups sévères : gel des salaires, augmentation des licenciements, précarité des emplois, démantèlement de nos retraites, hausse des heures de travail et destruction de la sécurité sociale.

Les médias, véritables instruments de propagande, s'acharnent à justifier cette austérité en instillant la peur, poussant la population à accepter de se faire dépouiller. Il est temps que les travailleuses et les travailleurs prennent le flambeau de la lutte pour imposer la paix et le progrès social.

Les syndicats CGT de la Ville de Paris appellent tous les agents de la collectivité à la grève le 3 avril 2025. Assez des va-t-en-guerre !

Il est impératif de stopper le financement de la machine de guerre. Nous ne céderons ni un centime pour la guerre, ni une goutte de sang pour les intérêts du Capital, ni une larme pour notre classe ! La justice sociale et l'égalité doivent être notre unique boussole !

Les attaques incessantes de nos ennemis de classe : MEDEF, Gauche du Capital, Droite du Capital, contre nos conquêtes sociales exigent que nous restions fermes et déterminés.

Fini de tergiverser dans des « conclave » stériles ou des pseudo « dialogues sociaux » !

L'histoire de notre pays prouve qu'en période de guerre comme de paix, la combativité est notre ADN. Nous ne laisserons pas les gouvernements successifs et le patronat dicter leur loi aux travailleurs !

Notre syndicat, la CGT, porte la voix des travailleuses et travailleurs et demeure le fer de lance de la lutte des classes en France.

Les syndicats CGT de la Ville de Paris réaffirment leurs revendications pour la mobilisation du 3 avril 2025 :

- Rejet catégorique de l'économie de guerre sous toutes ses formes.
- Abrogation immédiate de toutes les contre-réformes des retraites, avec un retour à un départ à la retraite à 60 ans maximum pour tous, 55 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres (avec bonifications), à taux plein après 37,5 années de cotisations.
- Rétablissement d'une sécurité sociale à 100 %, fondée sur le salaire socialisé et les cotisations.
- Augmentation immédiate du point d'indice à 6 euros pour tous les fonctionnaires.
- Abrogation des lois de transformation de la Fonction Publique et de la loi Travail El Khomri.
- Égalité salariale inconditionnelle entre les femmes et les hommes.

Le 3 avril 2025, les services publics parisiens, sous l'appel du Comité des syndicats CGT de la Ville de Paris, s'engageront résolument à enrayer l'escalade vers la guerre.

Ensemble, nous bâtissons une société juste et solidaire !

Sur un autre sujet, nous savons que l'exécutif parisien a pour objectif et travaille à la reprise des 3 bourses du travail pour les transformer en logements, avec un projet déjà bien avancé sur la bourse Turbigo.

La CGT Ville de Paris rappelle à la Maire de Paris que la classe ouvrière a libéré, entre autre, les bourses du travail face à l'occupation nazie pendant que le Patronat, lui collaborait !

Nous prévenons que si cette offensive de la gauche du Capital se confirme, pour confisquer aux travailleuses et travailleurs leurs lieux d'organisations des luttes, de rassemblements et de défenses, la CGT Ville de Paris entrera en résistance en mettant tous les moyens nécessaires pour faire échouer ce projet funèbre contribuant encore une fois à spolier la mémoire ouvrière et réécrire l'histoire !